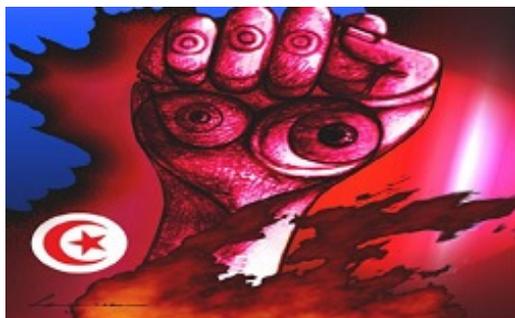


## Tunisie : Notre pays n'est ni à vendre ni à louer à quiconque ou sommes-nous obligés d'être pessimistes ?

23 février 2014



Mustapha STAMBOULI

Les derniers actes mafieux-terroristes dont notre population à Jendouba a été victime cachent-ils une stratégie de report sine die des élections pour maintenir un gouvernement au pouvoir sans réel contrôle ? Deux, trois ans pour finaliser tous les contrats énergétiques, lancer tous les travaux inutiles du programme autoroutier et enterrer toute la classe politique. Durant trois ans, les tunisiens et tunisiennes vont s'accommoder des nouveaux visages du gouvernement des "compétences". Peut-on dire que l'histoire se répète ?

Il y a trois semaines, jour pour jour, Jomaa et son équipe se sont installés à la Kasbah et ailleurs pour diriger normalement la dernière transition après le départ humiliant des islamistes. Ce gouvernement a été porté au pouvoir par un processus « hiwariste » d'une manière peu orthodoxe. En effet, le dialogue national, trouvaille typiquement tunisienne dans sa version « abassite », consistant à greffer la moitié d'un exécutif sur un système politique issu des élections du 23 octobre 2011 et ayant échoué sur tous les plans est une absurdité caractérisée. Maintenir une ANC formée principalement d'incompétents après la mise en place de la Constitution est une autre absurdité : cela équivaut à utiliser une fonction mathématique hors de ses bornes-limites. Avec cette équation, on pourrait obtenir n'importe quoi sauf la bonne réponse. C'est une insulte à notre intelligence. Comment nos constitutionnalistes se taisent-ils sur cette aberration ? Arrêtons de marcher sur la tête ! Ce système a été mis en place par le « Himar peu watani » pour faire perdurer un mode de gouvernance instable pouvant faciliter/favoriser la mise sous tutelle de notre pays.

Le doute s'installe encore une fois ... : trop de communications inutiles et peu d'actes fondateurs d'une politique républicaine rénovée : (i) les institutions internationales et régionales veulent nous inonder de projets inutiles – autoroutes- transversales et une doublure de la A1, sources de la ruine annoncée du pays. Avons-nous les moyens pour entretenir et exploiter plus de 500 km d'autoroutes sans trafic ? Le ministère de l'Équipement devrait commencer par s'inquiéter de l'état de dégradation de l'autoroute A1 dans sa section Hammamet-Sousse. Nos routes locales sont dans un état catastrophique et nos pistes rurales en panne d'entretien, (ii) un pays-ami cherche à mettre la main sur notre territoire à travers l'énergie renouvelable- solaire en particulier, (iii) l'Oncle SAM quant à lui, se dépense pour obtenir des privilèges militaires sur le sud du pays, (iv) l'amateurisme du gouvernement des « compétences » nous laisse perplexe sur l'avenir de la Tunisie. Après quelques semaines d'optimisme suite au départ des islamistes, un doute s'installe sur la capacité du nouvel exécutif.

Les derniers actes mafieux-terroristes dont notre population à Jendouba a été victime cachent-ils une stratégie de report sine die des élections pour maintenir un gouvernement au pouvoir sans réel contrôle ? Deux, trois ans pour finaliser tous les contrats énergétiques, lancer tous les travaux inutiles du programme autoroutier et enterrer toute la classe politique. Durant trois ans, les tunisiens et tunisiennes vont s'accommoder des nouveaux visages du

gouvernement des "compétences". Peut-on dire que l'histoire se répète ?

Je crains que la classe politique ne soit pas en mesure d'éradiquer la violence mafieuse et jihadiste car tout laisse croire que des forces extérieures contrôlent notre territoire et agissent en toute impunité : rappelons les snipers de la période décembre 2010-Janvier 2011, l'attaque de l'ambassade US, les assassinats de Chokri et Brahmi, les épisodes interminables du Mont Chaambi et tout récemment les attaques de Jendouba. Il est urgent de décentraliser la sécurité du pays pour échapper à la mainmise étrangère.

Si nous voulons éviter à notre pays errements et perte en vies humaines, il faut placer rapidement à Carthage et à l'Avenue Habib Bourguiba deux hommes capables de mettre en place un système sécuritaire bien coordonné et sans faille afin de mettre les hors-la-loi (jihadites et mafieux trafiquants) sous les verrous. Gérer le pays sans tenir compte des failles créées par les différents gouvernements depuis le 14 janvier 2011, signe un manque d'analyse et de vision constituant une erreur grave sinon une trahison pouvant déstabiliser la Tunisie pour longtemps. Comment peut-on organiser des élections dans des zones où les forces de l'ordre ne sont pas elles-mêmes en sécurité ? Arrêtons cette démagogie et commençons par le commencement.

Par ailleurs et sur un autre plan, la « jeune dynamique » ministre du Tourisme doit réaliser qu'avec des villes sales voire insalubres, une insécurité régnante et une absence totale d'autorité à l'échelon local, faire du lobbying pour le tourisme tunisien s'avère pure démagogie. Il faut commencer par le début : oser réinstaller l'autorité de l'Etat en écartant les mauvaises graines locales et régionales derrière tous les dérapages –banditisme, drogue, braquages, pillage de nos richesses archéologiques, usurpation du domaine public, prostitution, etc. Vouloir passer outre sur cet état de fait, c'est faire une mauvaise publicité pour le tourisme tunisien.

John Kerry, secrétaire d'Etat américain aux affaires étrangères n'avait pas jugé utile de venir un peu plus tôt pour fêter avec François Hollande la Constitution tunisienne, il s'est permis de se rendre en Tunisie sans invitation pour annoncer une série de mesures lourdes de conséquences. Comment la diplomatie tunisienne a-t-elle accepté l'atterrissage de Kerry sur notre territoire sans préavis ? La Tunisie est-elle devenue à ce point l'Afghanistan ou l'Irak ? Pourquoi Kerry s'est-il précipité de cette manière ? Est-il venu pour préparer le dialogue stratégique tuniso-américain qui aura lieu dans les prochains jours à Washington entre Obama et Jomaa ? Comment Marzouki accepte-t-il cette humiliation d'autant plus que la nouvelle Constitution lui donne toutes les prérogatives en matière de sécurité (militaire et intérieure) et de diplomatie ? Les prochaines semaines dévoileront à coup sur les vraies raisons de la visite-éclair de John Kerry. Cette visite a selon nous pour but de poser les bases d'un nouveau tournant stratégique et géopolitique de la Tunisie.

Modestement, nous suggérerons un petit conseil à l'optimiste MEJO : notre pays n'est ni à vendre ni à louer à quiconque ... Bourguiba a construit un Etat libre et indépendant hors zone d'influence des puissances étrangères. Le peuple tunisien, grâce à la société civile républicaine, mettra en échec toute tentative de nuire à notre neutralité et à notre souveraineté nationale. La Tunisie est grande par ses voisins immédiats et ses amitiés multiples à travers la région arabe et l'Europe. Changer de cap sans prendre toutes les dispositions pourrait nous faire basculer dans l'inconnu voire l'abîme. Ceux qui promettent aux tunisiens et tunisiennes une prospérité et une croissance à la Singapour se trompent sur tous les plans. Notre pays doit demeurer la Tunisie et non devenir la « Tunipoor » sous l'œil bienveillant de notre futur allié stratégique !

**Mustapha STAMBOULI**

»» <http://mustapha-stambouli.blogspot.com/2014/02/notre-pays-nest-ni-vend...>